

ARRÊTÉ CONJOINT N° 2022-48 P

Prescrivant l'obligation de céder le passage pour les usagers circulant sur la Voie Verte La Selle-la-Forge/Ceaucé à son intersection avec la VC de La Maçonnière sur la commune de CEAUCE

Le Président du Conseil départemental de l'Orne,

Le Maire,

VU le Code général des collectivités territoriales,

VU le Code de la route,

VU les lois et règlements en vigueur ayant pour objet la conservation des routes et des chemins, la liberté et la sécurité de la circulation routière,

VU l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967, sur la signalisation des routes et des autoroutes, modifié,

CONSIDERANT que pour assurer la sécurité des usagers à l'intersection visée à l'article 1, il est nécessaire d'y instaurer un régime de priorité,

- ARRÊTENT -

ARTICLE 1er – Toute personne circulant sur la voie verte au PR 30+519 sur la commune de Ceaucé, devra à l'intersection de cette voie avec la VC de la Maçonnière, céder le passage aux véhicules circulant sur cette voie communale.

ARTICLE 2 - Les prescriptions de l'article 1 seront matérialisées par l'implantation tant sur les voies frappées par l'obligation de céder le passage que sur la voie protégée d'une signalisation conforme à la réglementation en vigueur. La mise en place de cette signalisation sera réalisée par l'agence des infrastructures départementales du Bocage.

ARTICLE 3 - Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie, conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 4 - Le présent arrêté sera publié sur le site internet du Conseil départemental de l'Orne. Un recours contentieux à l'encontre du présent arrêté peut être exercé auprès du Tribunal administratif de Caen, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification. A l'égard des tiers, ce délai court à compter de la publication de la décision sur le site internet du Conseil départemental de l'Orne (www.orne.fr). Le tribunal peut être saisi par voie postale (Tribunal Administratif de Caen 3 Rue Arthur Leduc – BP 25086 – 14050 CAEN cedex 4), ou par l'application télerecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr ».

ARTICLE 5 - M. le Directeur Général des Services du Département de l'Orne,
- M. le Colonel, Commandant le Groupement de Gendarmerie de l'Orne
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à ALENÇON, le 11 OCT. 2022

Fait à CEAUCE, le 21/09/2022

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

Pour la Président du Conseil départemental
et par délégation
Le Directeur général des services

Gilles MORVAN

LE MAIRE,

